

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 20 JANVIER 2003

N° 298 PRIX 0,60 Euros (4 F)

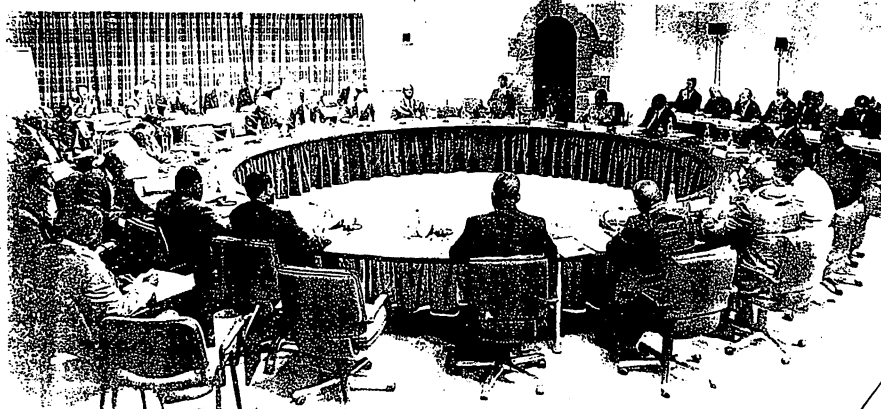


TABLE RONDE DE PARIS

VERS QUELLE SORTIE DE CRISE ?

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

PAGE 4
Echos de Côte
d'Ivoire

Page 7
Sénégal: 20 ans de
rébellion en
Casamance

Page 9
- Tchad: Agressions
et arrestations de
journalistes à
Ndjaména
- Togo: Eyadéma
encore candidat à sa
propre succession

PAGE 10
Immigration: Atta-
ques contre les sans-
papiers

Page 11
Non à la guerre
contre l'Irak

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

OUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

TABLE RONDE DE PARIS

VERS QUELLE SORTIE DE CRISE ?

La rencontre de Paris, c'est pour permettre aux uns et autres de s'expliquer et de s'entendre sur "une solution de sortie de crise", nous dit-on. En tout cas, en organisant cette rencontre, il est clair que l'impérialisme français a décidé de prendre les choses en main. Il veut obliger les différents protagonistes à s'entendre, s'ils veulent avoir une chance de participer au partage du gâteau au sortir de cette crise. Le gâteau étant les places à prendre au sein de l'appareil d'Etat. Or, le partage de ce gâteau est la principale raison d'être de cette guerre.

La guerre en Côte d'Ivoire a pour principale origine, justement, la lutte pour le pouvoir entre Gbagbo, Bédié, Guéi et autres Ouattara. Chacun ayant derrière lui son propre clan.

Mais les puissances impérialistes ne l'entendent pas de cette oreille. La guerre, aujourd'hui, n'arrange pas leurs affaires. Elles ne sont pas prêtes à sacrifier leurs intérêts pour satisfaire les ambitions d'un clan contre un autre; d'un de leurs serviteurs contre un autre. Parce que pour l'impérialisme, la personne de Gbagbo, de Bédié et de Ouattara, ne représente justement rien de plus que cela. Et chacun sait quelle considération un patron a vis-à-vis de son serviteur dès que celui-ci ne fait plus l'affaire. Or, l'essentiel pour la grande bourgeoisie, c'est qu'elle puisse faire des affaires. Ces affaires sont d'autant plus juteuses que la "paix" et la "stabilité" règnent dans le pays.

Alors, Gbagbo a réussi jusque-là à faire en sorte que les ouvriers, les travailleurs en général, acceptent leur sort. Il a dû, pour cela, faire parfois usage des forces armées. Il n'a pas, par contre, réussi à installer une certaine stabilité. Le pays est divisé en 3 ou 4 zones contrôlées par des factions armées différentes. Plus le temps passe et plus il se révèle incapable de reprendre du terrain sur les zones rebelles malgré l'appui de fait des troupes françaises.

Les conséquences de la guerre en morts d'hommes, en souffrances pour les populations sont énormes. Mais elles ne rentrent pas en

considération dans le froid calcul des intérêts capitalistes qui sont en jeu.

Qu'est-ce qui sortira de la table ronde de Paris? Des concessions seront-elles imposées aux uns et aux autres pour ramener un semblant de paix? Sur quel terrain réussiront-ils à s'entendre? Ce qui sortira de cette table ronde est une chose. Quant à trouver une solution à long terme, cela en est

une autre. L'impérialisme français n'a que faire des massacres qui s'y déroulent. Son principal souhait n'est-il pas de pouvoir s'assurer de bonnes affaires en Côte d'Ivoire, en maintenant les conditions de pillage entraînant inévitablement la pauvreté? Or, l'impérialisme sait que la pauvreté et la misère engendrent fatalement les massacres dont les populations payeront le prix!

ENCORE DES CHARNIERS !

En octobre 2000, les hauts dignitaires du FPI sablaient le champagne pour fêter leur accession au pouvoir, en même temps que le pays découvrait le tristement célèbre charnier de Yopougon.

Ce massacre, comme il a été prouvé par la suite, a été l'oeuvre des "valeureux" gendarmes qui venaient de porter Gbagbo au pouvoir. Aucun d'entre eux n'a été condamné après une parodie de justice. Ce charnier, on se souvient, était composé d'innocentes victimes qui avaient le seul tort d'être originaires du Nord.

Depuis le 19 septembre 2002, après 4 mois de guerre, nous voilà déjà avec plusieurs autres charniers: celui de Monoko-Zohi, de Man, de Bouaké, sans parler de toutes les victimes enterrées à Daloa ou ailleurs et aussi celles massacrées lors des bombardements comme celui de Menokro, dans la région de Béoumi.

Comme à son habitude, le gouvernement s'est empressé de dégager ses responsabilités et celle des Fanci, même après le massacre de Monoko-Zohi, dans la région de Vavoua, où l'on a retrouvé un charnier de 120 corps et des témoignages accablants contre les

Fanci.

"Nos forces n'ont pas l'habitude d'enterrer leurs morts dans les fosses communes", a déclaré Bertin kadet, ministre délégué à la défense, qui prend ses ordres directement auprès de Gbagbo, avant de laisser entendre qu'il fallait aller plutôt voir à Bouaké du côté des rebelles.

Il est vrai que ce ne sont pas ces forces armées, qui ne savent même plus cirer leurs propres rangers (puisque ce sont les cirleurs de chaussures qui le font à leur place) qui pourraient creuser ces fosses communes! Là encore, des témoins affirment qu'ils ont obligé des jeunes à le faire à leur place. Quant à eux, ils se contentent de tirer à la "Kalach" sur des "personnes ligotées"!

Mais dans le camps des rebelles, il n'en va pas différemment. Ainsi, "86 corps de gendarmes" ont été découverts dans une fosse commune à Bouaké. Il est clair que les soldats rebelles, auteurs de ce massacre, ne se comportent pas mieux que leurs collègues de ce côté-ci de la ligne de front. Après tout, n'ont-ils pas appartenu, eux tous, au même corps des Fanci, entraîné par les mêmes généraux ?

ECHOS DE COTE D'IVOIRE

LUTTE DES TRAVAILLEURS DU CHANTIER "ROSIERS".

Le 1^{er} août 2002, la direction de cette entreprise a décidé de se débarrasser définitivement de ses travailleurs. Ceux-ci sont en chômage technique depuis 1 an. Parmi eux il y a des travailleurs qui ont plus de 7 ans d'ancienneté. Et la société Sci les Rosiers, pour bien les exploiter avait usé de la ruse des grands exploiters en leur proposant plusieurs formes de contrats pendant toutes ces années. Le jour de leur licenciement collectif, l'entreprise leur a dit qu'ils sont des "tâcherons" et non des travailleurs attachés à elle. Deux mois après la séparation, les travailleurs ont porté l'affaire devant l'inspection de travail qui leur a donné raison en condamnant la direction à leur verser les "droits".

Après les calculs effectués par l'inspection du travail, la direction refusa de payer. Vu ce refus catégorique, les travailleurs ont demandé l'intervention des autorités policières de la commune de Cocody. Ces dernières, déjà plusieurs fois complices des patrons, vont carrément envoyer les travailleurs balader. C'est au sortir de l'une des rencontres avec le "chef de district" que les travailleurs mécontents du verdict et surtout de la position partisane de ce dernier, vont dans la précipitation et de manière

improvisée, retenir des personnes. Cela s'est passé vers fin décembre 2002. Une fois les faits accomplis, les patrons vont amener toutes les forces de l'ordre avec un prétexte fallacieux. Sachant bien que c'est devant leur obstination à refuser de payer l'argent que les travailleurs ont agi ainsi, ils vont mentir en faisant croire aux gendarmes que ce sont des "assaillants" qui ont kidnappé deux de leurs employés de bureau pour une rançon de 300 millions. La nuit du même jour, des travailleurs au nombre de trois, seront enlevés sur leur lit par la gendarmerie avec la complicité de la direction. Ils seront frappés, torturés pendant toute la nuit. L'un a eu le dos déchiré en plusieurs endroits par des coups de ceinturon. L'autre aura les deux pieds enflés parce qu'écrasés constamment par les coups de bottes pendant toute la nuit. Le troisième dit avoir reçu 250 coups de matraque. Le lendemain, 80 autres travailleurs seront arrêtés. Après plus de 24 heures, 68 personnes gardées à la préfecture de police seront libérées mais pas les 15 autres considérées comme les instigateurs. Elles vont être enfermées, 7 jours pour certaines et 8 jours pour d'autres. Elles n'auront leur liberté qu'une fois devant le parquet qui a constaté la légèreté et la complicité de la police dans cette affaire.

ATTECOUBE "MOSSIKRO" : LES FORCES DE L'ORDRE TERRORISENT ET DÉVALISENT LES HABITANTS.

Dans la nuit du mercredi à jeudi 16 janvier, les forces de l'ordre toutes unités confondues ont débarqué dans notre quartier. Pendant une heure et demie, ces gens ont tiré des coups de fusil à travers les artères du quartier. Ce geste avait pour but de nous terroriser d'abord, avant qu'ils ne passent à leur sale besogne. Ils ont commencé à nous réveiller et ceux

qui n'ouvraient pas vite leur porte, la voyaient se fracasser sous la pression des coups de bottes. Une fois à l'intérieur, ils exigeaient de nous des sommes allant de 5 000 à 10.000F cfa. D'autres sont allés même plus loin en fouillant toute la maison pour mettre la main sur tout ce qu'ils trouvaient de luxueux.

Après leur forfait qui a pris

fin vers 5 heures du matin, ils ont tout de suite disparu des lieux.

FOUILLES POLICIÈRES
EXACTIONS ET RACKETS EN TOUTE IMPUNITÉ!

Depuis le début de la crise que vit la Côte d'Ivoire, les descentes des "forces de l'ordre" dans les bidonvilles et quartiers précaires se multiplient sous le prétexte de chercher des armes. Ces fouilles, en plus d'entraîner bastonnades et arrestations, sont aussi l'occasion pour les soldats de se faire argent et cellulaires.

C'est ainsi que dans la nuit du 18 au 19 décembre dernier, des soldats au nombre de 800 ont encerclé les quartiers précaires de Williamsville et d'Attécoubé de 4h à 8h du matin. Bien entendu, aucune

arme n'a été trouvée! Mais ça a été une autre occasion pour eux de faire main basse sur l'argent et les cellulaires arrachés aux habitants. Les ministres de tutelle restent muets devant ces agissements. Et qui ne dit mot consent!

Les brutes galonnées récidivent! Cette semaine encore, la prétendue attaque contre la base aérienne de Port-Bouët, le 13 janvier dernier, a été l'occasion pour elles de battre et d'arrêter plusieurs habitants du quartier précaire "Aéro-canal". Inadmissible!

ENRÔLEMENT DE 3000 JEUNES
ALERTE AUX "ZINZIN-BAHEFOUE" BIS !

Trois mille jeunes gens sont actuellement en formation pour une durée d'un mois, en vue de venir renforcer le potentiel humain de l'armée. Leur service durera 18 mois, après quoi ils devront être démobilisés.



Recrutement des jeunes
par l'armée à Abidjan

encore que le défunt général Guei, en son temps, avait fait appel à deux contingents de 750 personnes pour asseoir son pouvoir. C'est la démobilisation de ces contingents, les "zinzin" et les "bahefoué" qui avait mis le feu aux poudres et a entraîné le pays dans la situation actuelle.

Aujourd'hui 3 000 nouveaux jeunes sont en formation. On sait dans quelles conditions, comment et sur quelles bases leur recrutement a été fait. Si ce n'est pas le même président qui demeure encore au pouvoir, on voit d'ici ce que représentera, pour le nouveau président, la démobilisation de ces 3000 soldats. Même si le président actuel reste toujours au pouvoir, le danger ne serait pas écarté pour autant. Avec le chômage ambiant, on voit mal ces jeunes se laisser remettre à la rue par "patriotisme" ou pour les beaux yeux de qui que ce soit.

Cela ressemble affreusement à un passé fort récent. On se souvient

Les hommes au pouvoir sont assez conscients de tous ces

dangers. Mais, pour eux, ce qui compte, c'est leur maintien au pouvoir. Si pour cela ils doivent préparer un avenir explosif où ils risquent d'entraîner toute la population, cela leur est bien égal.

De toute façon, si la situation pourrait trop, ils pourront toujours trouver refuge sous des cieux plus cléments et diriger de là-bas le massacre de la population par leurs lieutenants interposés.

LE SORT DES PATRONS INQUIÈTE BIEN PLUS LE GOUVERNEMENT !

Le 13 janvier dernier, le ministre de l'économie et des finances rencontrait les "opérateurs économiques" pour, dit-il, voir ce que le gouvernement peut faire pour eux après la crise. Les patrons se sont empressés de se plaindre de leur sort et de réclamer des mesures pour maintenant.

Cette crise a certes fait baisser les énormes bénéfices que réalisent les patrons. Mais il n'y a pas de commune mesure avec ce que vivent les travailleurs, premières victimes de cette crise. Licenciements, chômage technique ou souvent réduction des salaires, voilà le lot quotidien des travailleurs! Leur pouvoir d'achat a considérablement baissé et la flambée des prix fait que trouver de quoi manger est une rude bataille.

On peut compter sur le gouvernement, actuel ou remanié, pour faire payer le coût de cette guerre aux travailleurs! Déjà, le gouvernement prévoit de supprimer les augmentations de salaires promises pour cette année!

Quant aux patrons, ils ont assez profité lorsque les temps étaient meilleurs! Si actuellement ça va moins bien pour leurs profits, ils pourraient prélever sur les bénéfices engrangés à l'époque des vaches grasses pour régler les salaires.

Pourtant, nul doute que les largesses des hommes du pouvoir ne leur feront pas défaut, sous forme de dégrèvements et d'exonérations de taxes de toutes sortes !

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS SE DÉGRADE !

La crise que vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 et le couvre-feu instauré depuis, sont devenus un prétexte utilisé par les entreprises pour imposer de nouvelles conditions de travail. Par exemple, Filtisac fait dormir ses employés à l'usine même, sans qu'aucun aménagement ne soit effectué. Les travailleurs de la Sotra, entreprise liée à l'Etat, n'ont pas échappé à la règle. Ils sont tenus de passer la nuit dans

les centres de bus pour reprendre le service très tôt. Et cela sans que des primes spéciales pour ces désagréments leurs soient versées.

Mais à la Sotra, les travailleurs, malgré les sacrifices consentis, ont eu la mauvaise surprise de ne pas recevoir leur "gratification" de fin d'année. Cela les a même poussés à menacer de faire la grève si cette affaire n'est pas réglée! A suivre..

SENEGAL**20 ANS DE REBELLION
EN CASAMANCE**

Dans la nuit du 5 et 6 janvier dernier, un accrochage sanglant entre l'armée sénégalaise et les éléments armés du MFDC (Mouvement des forces démocratiques de la Casamance) se serait officiellement soldé par 4 morts et 24 blessés du côté de l'armée sénégalaise. Ces combats ont eu lieu dans le village de Niassia situé à 18 kilomètres de Ziguinchor, la première grande ville de Casamance.

Ce conflit qui dure maintenant depuis 20 ans a déjà fait énormément de victimes. Les habitants de cette région sont pris en otage et subissent la terreur de l'armée sénégalaise mais aussi des hommes du MFDC.

L'armée réprime violemment les villages soupçonnés d'abriter des rebelles tandis que de son côté le MFDC n'hésite pas à massacrer tous ceux qui ne leur apporteraient pas leur soutien en hommes et en nature.

Selon les chiffres officiels, ce conflit aurait provoqué la fuite de 70 000 personnes. Des centaines de villages ont été détruits. Leurs habitants ont dû abandonner leurs champs pour aller se réfugier à Ziguinchor ou ailleurs en Guinée Bissau ou en Gambie. La plupart des pistes qui y mènent sont minées, les puits empoisonnés. Les conséquences sont désastreuses pour l'ensemble de la population de cette région où la famine a fait son apparition alors que son climat humide et la qualité de son sol favorable à l'agriculture ont fait d'elle le "grenier du Sénégal".

C'est le 26 décembre 1982 que le MFDC a fait parler de lui pour la première fois ouvertement. Ce jour-là il avait appelé à une manifestation devant le siège de la Gouvernance à Ziguinchor. Plusieurs centaines de personnes avaient répondu à cet appel. Face au

bâtiment officiel, le drapeau national est descendu par des manifestants qui hissent à sa place un fanion blanc. Du coup les autorités ont donné l'ordre à la police de disperser la manifestation. Plusieurs manifestants sont blessés, des dizaines arrêtés dont l'Abbé Diamacoune Senghor qui apparaîtra plus tard comme le secrétaire général du mouvement.

Un an plus tard, le 17 décembre 1983, le MFDC appelle à une nouvelle manifestation pour commémorer la répression de celle de l'année précédente. Cette fois-ci certains manifestants sont venus avec des machettes et autres armes blanches. En face, le gouvernement avait disposé des forces de l'ordre en grand nombre et fortement armées. Les affrontements furent très violents : des dizaines de corps jonchent le sol devant la Gouvernance et dans les rues de la ville. Ce fut le début de la rébellion armée en Casamance. Le MFDC révendique l'indépendance de la Casamance.

Abdou Diouf, alors chef d'Etat, croyait qu'en y envoyant un contingent militaire sur place il réglerait le problème en un rien de temps. Il imposa un statut spécial pour la Casamance. Elle fut déclarée région militaire avec un gouverneur militaire. L'armée s'insatlla partout, y compris dans certains villages évacués. On y décréta l'état de siège, le couvre-feu, le contrôle abusif d'identité, des arrestations en série, etc. Mais force est de constater que cette politique de répression et d'intimidation n'a fait qu'envenimer encore plus le conflit. Dans cette région forestière et frontalière, les partisans du MFDC trouvent facilement un terrain de repli en Guinée Bissau et en Gambie et

peuvent procéder à des attaques surprises puis disparaître dans la nature. C'est ainsi que l'armée sénégalaise s'est retrouvée embourbée. Incapable de venir à bout de la rébellion, elle s'est acharnée sur les villageois qui ne demandent qu'à vivre en paix et cultiver leurs petits lopins de terre.

Ce n'est que plusieurs années après, le 31 mai 1991 que le premier cessez-le-feu est signé, en Guinée Bissau, entre le gouvernement sénégalais et la branche militaire du MFDC dirigée par Sidy Badji, alors que Diamacoune Senghor et d'autres dirigeants sont prisonniers à Dakar. Mais ce cessez-le feu ne durera pas longtemps et de toutes les façons ne sera pas respecté par l'ensemble des branches armées du MFDC. La Casamance connaîtra alors deux autres années de violence sans précédent jusqu'au 7 juillet 1993, date de la signature d'un deuxième cessez-le-feu, cette fois en la présence de l'Abbé Diamacoune. Mais la guerre n'a jamais cessé en réalité. Il y a eu tout au plus quelques mois d'accalmie. En 1996 quatre touristes français disparaissent sur la route entre Ziguinchor et Cap Skirring. L'Abbé Diamacoune est mis en résidence surveillée à Ziguinchor tandis que plusieurs de ses lieutenants disparaissent mystérieusement. S'agissait-il de disparitions causées par des "escadrons de la mort" téléguidés discrètement par l'armée sénégalaise ou bien des règlements de compte entre les différentes branches armées du MFDC? Peut-être les deux en même temps?

En 1998, de nouvelles négociations de paix étaient en cours. Elles seront suspendues durant la campagne électorale pour l'élection présidentielle. C'est durant cette campagne que Wade déclara que s'il arrivait au pouvoir : "moi je règle ça en six mois". Mais aujourd'hui, plus de deux années après son élection, il en est au même point que son prédécesseur Diouf. Loin de retirer

son armée de la Casamance, il ne fait que la renforcer. Il est probable qu'il signe lui aussi un accord de cessez-le-feu avec certains dirigeants du MFDC. Mais il est à prévoir qu'il ne sera pas différent de ceux signés sous Diouf.

Les dirigeants du Sénégal ne sont pas plus soucieux de l'avenir des populations de la Casamance que celles des autres régions du Pays. Partout, les populations les plus défavorisées sont victimes de la même misère et du sous-développement. Qu'elles soient en Casamance, au Sénégal Oriental, dans la région du Cap-Vert ou ailleurs, les travailleurs et les petits paysans sont victimes de la même exploitation capitaliste, du racket policier, de la corruption et de l'incurie de l'Etat qui ne se soucie que des intérêts des possédants. L'éducation, la santé, les transports, et bien d'autres domaines vitaux pour les populations sont à l'abandon. Wade avait promis le "sopi" (changement en langue Ouolof). Mais de ce point de vue c'est la continuité par rapport à Diouf.

Mais si demain, les dirigeants du MFDC prenaient le pouvoir en Casamance, ils ne changeront pas plus le sort de la majorité des populations pauvres. Ils imposeront eux aussi leur dictature sur la population. Leur férocité aujourd'hui à l'égard des villageois qui refusent de collaborer avec eux et de contribuer financièrement et humainement à leur lutte témoignent de leur politique de demain s'ils parvenaient au pouvoir.

Ce n'est donc ni du côté des dirigeants de l'Etat sénégalais ni du côté du MFDC que les populations déshéritées de la Casamance peuvent attendre quelque chose de bon. L'avenir n'est pas dans le repliement sur soi à l'intérieur de frontières nationales étriquées, et encore moins à l'intérieur des frontières micro-nationales, mais au contraire dans la solidarité et dans la lutte commune de tous les

travailleurs et les exploités qui, par de-là leurs différences ethniques, régionales ou religieuses,

partagent la même exploitation, la misère et ont les mêmes ennemis de classe.

T C H A D

AGRESSIONS ET ARRESTATIONS ABITRAIRES DE JOURNALISTES A NDJAMENA

Le 12 novembre dernier, le responsable de la communication a exprimé le mécontentement de son gouvernement, au cours d'une réunion avec les représentants des médias privés sur la manière de traiter les informations relatives notamment au conflit Tchad-Centrafrrique, à la situation au Nord et au Centre où sévissent des rebellions armées hostiles au régime de Ndjaména.

Il semble que ces médias privés n'auraient pas tenu compte de ce mécontentement qui se révèle être une menace de plus. Alors le régime de Idriss Déby a décidé de sortir ses griffes.

Sous prétexte de couvrir un événement, le conseiller chargé de la communication de la Primature a invité presse et radios privées. A leur arrivée, les journalistes ont été purement et simplement arrêtés.

A propos, voici des extraits du communiqué de protestation de l'AEPT, association de journalistes tchadiens : " A leur grande surprise, tous les journalistes de

la presse privée n'ont pu accéder à l'information (...) Deux journalistes, notamment Polycarpe Togomissi (Radio FM), Pierre N'gabotiba Zokando (L'Observateur) ont été conduits par les agents des services de renseignements généraux. Quant au journaliste stagiaire du Temps (journal hebdomadaire) il a été écroué pour 24 heures, après quoi il a subi un interrogatoire musclé avant d'être relaxé. (...) Dans la nuit du 16 au 17 novembre, le DP (directeur de publication) de "Notre Temps" (autre journal hebdomadaire) a été intercepté par une patrouille de police (...) Sur son refus, ils lui arrachent sa moto, qu'il récupérera le lendemain ... La même chose est arrivée, une semaine auparavant à monsieur Laoukoura Sa-Doudjinang, directeur de FM Liberté. Leur tort, c'est d'appartenir simplement aux organes de la presse privée".

Voici des exemples d'exactions subies presque quotidiennement par des journalistes qui refusent de courber l'échine.

T O G O

EYADEMA ENCORE CANDIDAT A SA PROPRE SUCCESSION

En juin 1999, le général dictateur Eyadéma s'était publiquement engagé devant un parterre de journalistes nationaux et internationaux à ne plus se présenter à la prochaine élection présidentielle.

Coup de théâtre : il vient de se déclarer candidat pour la présidentielle de juin 2003. Il

passé donc outre la constitution togolaise élaborée en 1992 qui n'autorise pas un président en exercice à briguer un troisième mandat.

Pour contourner cet obstacle, il fait modifier cette constitution, il l'a fait tailler sur mesure, en sa faveur bien sûr.

On dit que le pouvoir use mais force est de constater que ce n'est pas le cas de Eyadéma au pouvoir depuis 36 ans qui, laborieusement, avec finesse ou carrément par la répression sur les opposants, avait pu écarter les concurrents les plus dangereux, c'est-à-dire capables de lui faire de l'ombre.

C'est ainsi que, pour écarter la candidature de Gilchrist Olympio, il avait fait inclure dans la constitution de 1992 une clause électorale qui exige une année complète de résidence dans le pays. Or Olympio vit à l'étranger depuis

des années.

Les autres postulants de moindre carrure, rassemblés dans la "Coalition des forces démocratiques" qui regroupe une dizaine de partis politiques, ne lui font pas peur.

Ainsi donc, si Eyadéma ne revient pas sur sa décision de briguer un troisième mandat, il peut, avec des magouilles et tripatouillages des urnes, être réélu haut la main, d'autant plus que c'est le parti au pouvoir qui organise cette consultation, qui compte les voix et proclame les résultats.

IMMIGRATION

DES ATTAQUES CONTRE LES SANS-PAPIERS ET LES TRAVAILLEURS LES PLUS DEMUNIS

A la fin du mois de décembre dernier le gouvernement de Raffarin a pris des mesures visant la santé des sans-papiers et des pauvres en général.

En effet jusqu'à présent il suffisait à un sans-papier de montrer son passeport prouvant qu'il est sur le territoire français plus de trois mois pour qu'il ait droit à l'Aide médicale d'Etat (AME). Ainsi il pouvait se faire soigner et se procurer des médicaments gratuitement. Maintenant ce n'est plus possible. Le malade sans-papier est obligé de payer le ticket modérateur pour les soins, les médicaments et en cas d'hospitalisation, le forfait hospitalier. C'est inadmissible.

En plus pour ceux qui ont droit à la Couverture maladie universelle (CMU), les choses se compliquent. Même si ces travailleurs ont des papiers en règle, mais sont en fin de droit, (et bien entendu il y a pas mal de travailleurs immigrés), pour se faire soigner, ils sont obligés de procéder d'abord à l'ouverture des droits à la CMU.

Ainsi auparavant, ils étaient pris en charge de suite, maintenant ils sont obligés d'attendre un mois après l'ouverture des droits pour se faire soigner. Et cela sous prétexte que l'administration se donne le temps de vérifier qu'ils ont bien payé leurs impôts. Alors cela voudra-t-il dire que si cette fraction la plus démunie des travailleurs a quelques problèmes avec les contributions elle n'a pas droit aux soins médicaux gratuits? C'est vraiment ignoble.

Le gouvernement de droite actuel justifie toutes ces mesures sous prétexte que le gouvernement de gauche précédant n'avait pas prévu un financement suffisant pour assurer la gratuité des soins. Il dit que l'AME est une source de dépenses élevées, destinées pour les sans-papiers et des clandestins. Ce sont des arguments qui plaisent et flattent l'électorat réactionnaire et xénophobe.

De toutes façons que ce soit pour le cas de l'AME ou de la CMU, ceux qui utilisent ces droits ce sont des travailleurs qui n'ont pas

les moyens financiers pour se faire soigner.

Le gouvernement veut faire des économies sur la santé en rendant la

vie difficile à des dizaines de milliers de personnes qui sont dans le dénuement. En les excluant des droits à la santé il s'attaque aux travailleurs en général.

NON A LA GUERRE IMPERIALISTE CONTRE L'IRAK

Tout semble indiquer que les dirigeants impérialistes américains s'acheminent tout droit vers le déclenchement d'une nouvelle guerre contre l'Irak après celle qui a ensanglanté ce pays en 1991. Plusieurs dizaines de milliers de soldats américains sont déjà acheminés aux portes de l'Irak, au Koweït, en Arabie Saoudite, au Yémen, etc.; de même que tout un arsenal militaire et des engins de mort sophistiqués. Des bateaux porte-avions sont déjà en route ou stationnés non loin de l'Irak et prêts à bombarder dès que Bush l'aura décidé, sous la couverture de l'ONU ou pas. Au total, les Etats-Unis comptent sur la mobilisation de 250 000 soldats auxquels vont s'ajouter les quelques milliers d'Anglais et de Français que Blair et Chirac s'appêtent à aligner.

La guerre qui se prépare est une guerre de brigandage impérialiste même si Bush et ses acolytes prétendent qu'il s'agit pour eux d'établir un régime démocratique à la place de la dictature de Saddam Hussein. Ce que vit le peuple irakien est en réalité le dernier de leurs soucis. Car s'ils se préoccupaient vraiment de son sort ils n'auraient pas imposé un embargo criminel sur l'Irak depuis dix ans, causant la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes, surtout des enfants. Ce ne sont ni les dirigeants irakiens ni les possédants qui ont souffert de cet embargo mais le petit peuple

qui manque de tout à commencer par les médicaments dans les hôpitaux. Les dirigeants et ceux qui ont de l'argent se débrouillent pour continuer à vivre dans le luxe alors que la majorité de la population souffre de toutes sortes de pénuries de denrées de première nécessité.

Selon un rapport confidentiel de l'ONU, si la guerre est déclenchée, le nombre de victimes pourrait s'élever à 500 000. C'est donc froidement que les dirigeants impérialistes, sous la bannière de Bush, s'appêtent à faire passer par pertes et profits des centaines de milliers de vies humaines.

Saddam Hussein sera peut-être éliminé, évincé ou contraint à l'exil, mais la dictature en Irak demeurera car les Etats-Unis s'appêtent à reprendre le même appareil d'Etat avec d'anciens complices de Saddam Hussein devenus soudainement des opposants pour se porter candidats à la faveur d'un régime plus fidèle à l'impérialisme. L'objectif pour les Etats-Unis et pour l'ensemble des dirigeants de l'impérialisme est d'installer en Irak un régime à leur solde à l'instar des autres dictatures du Moyen Orient pour permettre aux trusts pétroliers d'exploiter et de piller en toute tranquillité les richesses dont regorgent le sous sol de cette région. Tout le reste n'est que du blabla pour tromper leur propre opinion publique.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.